PrÉsidence

de la Paris, le 26 janvier 2015

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

 ----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Une lecture de Houellebecq, dans le contexte actuel***

1. Le message principal du livre de Houellebecq ne porte pas tant sur l’Islam (envers lequel le ton est par ailleurs plutôt neutre) que sur la grande pauvreté des repères et des valeurs dans notre société.

La France est, chez Houellebecq, un pays qui tient par la peinture : plus aucune des valeurs républicaines ne font sens. Ce trait parcours tout le livre, mais un passage le symbolise particulièrement : lors du second tour opposant Marine Le Pen au candidat Ben Abbes, le narrateur, au lieu d’aller voter, part dans le Sud-Ouest (près de Rocamadour), retrouver la France. C’est-à-dire, pour Houellebecq, son terroir, ses vieilles églises, ses paysages (la vallée de la Dordogne), sa gastronomie (on mange beaucoup), ses bons vins, sa langue (le narrateur n’oublie jamais qu’il est prof de lettres) et son histoire. Mais de valeurs communes, de République, de sentiment d’appartenance, rien.

Plus que d’un pays décadent (ou suicidaire), Houellebecq se fait le greffier d’un pays asséché ; qui ne provoque plus de fierté collective, de commun, de sens. Ses personnages ont beau, ici ou là, proclamer leur amour de la France ; quelle France ? Lorsqu’une des jeunes compagnes du narrateur, juive, doit s’expatrier en sachant qu’elle ne reviendra jamais, elle s’écrie avec déchirement « *mais j’aime la France ! J’aime, je sais pas… j’aime le fromage !* ».

Dès lors, l’islamisation douce, presque souriante, que prône Ben Abbes n’est qu’une conséquence. Elle peut se développer sur un terreau où l’on abandonne tranquillement les valeurs de la République, auxquelles plus personne ne semblait encore vraiment accorder d’importance. L’égalité est remplacée par le patriarcat ; la solidarité par un retour à l’entraide familiale ; l’éducation nationale doublonnée par un système d’éducation religieuse plus performant.

Ben Abbes remet des repères, un cadre de vie en commun qui est un retour en arrière de plusieurs siècles, mais qui semble apaiser, réconforter, soulager une société qui ne pouvait plus tenir sans valeurs ni règles partagées.

1. Sur ce plan, le pays que décrit Houellebecq n’est pas imaginaire. Lorsque, en quali, on demande aux gens de définir ce qu’est la France, c’est bien d’abord cela qui sort : « *un beau pays* », « *une belle langue* », « *un patrimoine culturel et architectural* », « *la gastronomie* », « *une façon de vivre* »… Puis un peu, en mineur, des services rendus (« *beaucoup d’avantages sociaux* », « *l’école gratuite* », etc.).

Mais la République ou ses valeurs ne viennent quasiment jamais spontanément.

Prévalent surtout de fait, dans les représentations, les conditions d’une division de la population : une société plus dure, moins juste, plus inégale, où le décalage devient de plus en plus grand entre les difficultés quotidiennes et les valeurs qui continuent à être affichées mais auxquelles il devient de plus en plus difficile de croire.

Faute de pouvoir s’inscrire dans un idéal collectif, le sentiment d’appartenance, l’identification, se fait ainsi de plus en plus sur des « objets » qui ne suffisent pas, par eux-mêmes, à créer du lien ou à fonder un projet pour le pays.

1. Pourtant, une forme de demande persiste. Si la classe politique est mise en position d’accusée (souvent sur le registre de la colère ou de l’amertume : trahison, humiliation, abandon), et en paie le prix, c’est bien qu’on lui reproche de ne pas avoir su maintenir et proposer ce projet revivifié.

Les attentats semblent avoir fait ressortir de façon plus aigüe encore ce besoin de retrouver un idéal républicain concret (au-delà des mots, qui ont perdu leur sens) et des actions le renouvelant dans le quotidien (cf. plébiscite pour les mesures type service civique obligatoire, ou attentes très fortes exprimées envers l’école).

Les Français demandent aujourd’hui du commun, de la citoyenneté (qui est une attitude, à la différence d’être français qui est un statut). Celle-ci, pour l’opinion, s’apprend (rôle des parents et de l’école) ; s’exerce (droits, devoirs, sanctions) ; s’incarne (emblèmes et symboles - drapeau, Marseillaise - mais aussi représentation politique) et se célèbre (cérémonies républicaines, ou moment de rassemblements festifs).

Faute d’offre, les divisions pourraient cependant rapidement reprendre le dessus.

1. En mineur, d’autres traits décrits par Houellebecq résonnent avec ce que l’on voit dans l’opinion :
* des relations Etat/citoyens désincarnées. L’Etat ne veut plus rien dire, ne porte plus aucune représentation. La seule façon par laquelle il se manifeste dans la vie du narrateur est par la paperasse au quotidien, et par le fisc…
* une image terrible de la presse. Houellebecq décrit un système médiatique en déliquescence, des médias qui s’autocensurent, une presse responsable de sa propre perte qui a nourri par son manque de recul les préjugés, l’individualisme et le nihilisme, et avec lesquels elle ne sait plus se dépêtrer. Fantasmes ?
* la culture, qui reste centrale - c’est l’une des rares « bouées » présentes dans le livre. A plusieurs reprises, le narrateur se demande pourquoi continuer à vivre… et c’est finalement toujours son travail, donc la langue et la culture française, qui semblent le raccrocher à la vie.

L’idéologie de Houellebecq est profondément anti-Lumières : il ne croit pas que la société soit capable de s’autoréguler par la raison, et la pense condamnée à sombrer dans la violence et le nihilisme (ou à se réfugier dans une religion). La soumission est pour lui agréable : abdiquer la liberté de penser pour s’en remettre à un ordre établi. C’est l’exact inverse d’un projet de gauche – la République pour cadre, l’émancipation des individus pour horizon – mais, devant les très fortes craintes et incertitudes sur l’avenir, ce sont des tendances qui existent bel et bien dans l’opinion.

 Adrien ABECASSIS